

Note d'information

01

AUTEUR: Richard Wainwright

Marcher sur la corde raide menant au succès



Si l'importance de l'arrêt de la déforestation n'est absolument pas remise en question, la réussite ou l'échec des programmes de préservation dépendra de la mesure dans laquelle les communautés locales y seront impliquées
Photo: Forest Peoples Programme.

Depuis le sommet de la Conférence des Parties de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CCNUCC) à Bali, en décembre 2007, les discussions concernant la nécessité d'inclure les forêts dans tout accord climatique ont avancé à un rythme accéléré. Il faut faire quelque chose de toute urgence, mais si un programme de réduction des émissions de la déforestation et de la dégradation offrirait une réelle possibilité de préserver les forêts, à la fois au profit des personnes qui en dépendent directement et à celui du climat, il pourrait également entraîner la plus grande vague de spéculation foncière au monde suite à l'augmentation de la valeur des forêts, et donc à une accélération de la déforestation et à une perte accrue des droits des populations autochtones.

Alors, comment pouvons-nous assurer que cette opportunité soit mise à profit pour mettre en place un instrument significatif et efficace pour sauver les forêts, modérer le changement climatique et reconnaître les droits des peuples forestiers ? La réponse est simple : il faut se baser sur les multiples usages des forêts. Celles-ci ne sont pas seulement des réservoirs à carbone ou des fournisseurs de services environnementaux : ce sont des lieux de grande biodiversité, qui offrent un abri et des ressources aux populations qui les protègent depuis toujours.

Bien qu'allant bon train, les débats n'ont donné lieu qu'à une décision seulement : les forêts doivent faire partie d'un accord climatique mondial. Pour ce faire, les futurs programmes climatiques incluant la protection des forêts doivent poursuivre trois objectifs : sauvegarder et renforcer les droits des populations autochtones et des communautés locales, mettre fin à la déforestation massive et contribuer à arrêter le changement climatique. Ajoutons à cela que seul un programme qui commence par aborder les moteurs de la déforestation est susceptible de réussir là où les autres ont échoué.

Cette note d'information présente les recommandations pour une avancée positive et pour mettre en exergue les échecs précédents à ne pas répéter. Les discussions avançant rapidement et des chapitres entiers ayant déjà été écrits sur le sujet, nous avons décidé de faire bref. Nous avons l'intention de produire une série de notes d'information suivies par un rapport complet, expliquant le contexte des recommandations. Tous ces documents seront disponibles sur le site www.fern.org.

Comment remporter de multiples succès

Il est important de se souvenir que les programmes de Réduction des Emissions résultant du Déboisement et de la Dégradation des forêts (REDD) ne concernent que la réduction des émissions, et qu'ils devraient également prévoir des mesures pour éviter le déboisement et la dégradation dans son ensemble, afin de garantir que la protection des forêts n'entraîne pas une hausse des émissions ailleurs. Il faut donc que tous les programmes REDD dans le Sud soient mis en oeuvre en parallèle avec, et pas à la place de, la réduction des émissions dans le Nord.

Ne commettons pas l'erreur de ne protéger que les forêts dont nous pensons qu'elles risquent de disparaître, et de ne prévoir de fonds que pour celles qui font l'objet d'incitants pour la déforestation. Un programme REDD doit profiter des synergies, par exemple en veillant à ce que ses principes soient totalement compatibles avec la CCNUCC, la Convention sur la Diversité Biologique et éventuellement la Convention sur la Lutte contre la Désertification. Plusieurs financements doivent être envisagés, gérés soit par une organisation NU, comme le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ou le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) ou par l'Union européenne (EU), avec contrôles par des organisations de la société civile, y compris les peuples forestiers. Nous devons également tirer les leçons de l'échec d'initiatives précédentes, comme le Programme d'Action Forestier Tropical (PAFT)

de l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (Food and Agriculture Organisation - FAO), la Banque mondiale et la World Resources Initiative (Initiative pour les ressources du monde).

Ces programmes doivent prendre en compte et régler le problème des moteurs de la déforestation. Ils pourraient par exemple s'inspirer du programme d'application des réglementations forestières, gouvernance et échanges commerciaux de l'UE (Forest Law Enforcement, Governance and Trade - FLEGT), qui a mis la clarification des lois nationales et amélioré la gouvernance au premier plan. Les communautés dont les forêts sont concernées doivent voir leurs droits définis et formellement reconnus dans une loi. Aucun programme ne doit être adopté sans leur consentement préalable, libre et éclairé, et elles doivent être immédiatement impliquées dans les discussions concernant le mécanisme général.

Avant d'investir des millions pour préserver les forêts, il faudrait dans bien des cas consacrer des sommes plus modestes à l'amélioration de la gouvernance forestière, à la lutte contre la corruption et à la délimitation et à la reconnaissance des zones appartenant aux communautés forestières. De nouveaux arrangements institutionnels doivent être élaborés pour assurer que les bénéfices reviennent aux communautés dépendantes des forêts et aux autorités concernées.

Toutes les forêts ne sont pas identiques, et les arbres stockent le carbone différemment selon le stade de leur cycle de vie. Ce sont les tourbières et les forêts anciennes qui détiennent les plus grandes quantités de carbone, mais nous devons éviter de créer une situation où les forêts se retrouvent opposées les unes aux autres. Les flux de carbone dans et autour des lisières des forêts doivent également être soigneusement étudiés sur une longue période, particulièrement lorsque des rotations agricoles sont effectuées, pour éviter que les fermiers qui pratiquent l'agriculture sur brûlis soient considérés par erreur comme des 'émetteurs de carbone'.

Enfin, l'argent REDD ne devrait être distribué qu'aux gouvernements qui ont signé et mis en oeuvre des conventions pour protéger les droits de l'homme et l'environnement, comme la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Déclaration des droits des peuples autochtones et la Convention sur la diversité biologique.



Les forêts anciennes et les tourbières d'Indonésie contiennent des quantités énormes de carbone. Pourtant, elles sont détruites à un rythme alarmant. Donner aux populations indigènes leurs droits sur leurs forêts permettrait à celles-ci de rester protégées, comme elles le sont depuis des millénaires.

Photo: Forest Peoples Programme

Ce qui pourrait mener à l'échec

S'il ne fait aucun doute qu'un tel intérêt et un tel investissement dans la protection des forêts seraient une excellente chose, l'histoire a cependant montré que les programmes 'de haut en bas', souvent trop vastes, mis en œuvre par des organisations telles que la Banque mondiale, finissent par exercer l'effet opposé à leur intention initiale. Il pourrait en être de même avec REDD également : la société civile craint que ces programmes puissent entraîner davantage d'émissions à l'échelon mondial, des profits accrus pour les entreprises et les gouvernements corrompus, et plus de pauvreté et moins de droits pour les peuples forestiers. En l'absence de droits de tenure clairement définis pour les peuples forestiers, il est à craindre que la valeur 'carbone' accrue des forêts entraîne une spéculation foncière et la dépossession de populations déjà très pauvres.

De nombreux pièges doivent être évités pour ne pas en arriver là, mais trois aspects sont particulièrement importants :

le commerce du carbone n'est pas le bon mécanisme de financement, les fonds ne doivent pas seulement être offerts ceux ont subi la déforestation, et ils ne doivent pas être gérés par la Banque mondiale.

La Banque mondiale se profile comme la meilleure gestionnaire pour ce genre de financement, et pourtant, elle n'a pas obtenu de bons résultats en matière de conservation et de gestion forestière. Ajoutons à cela le conflit d'intérêt manifeste qui existe entre le fait qu'elle finance l'extraction du combustible fossile et la construction des routes et ses épineuses relations avec les peuples autochtones, et on comprend aisément que la Banque mondiale n'est pas l'instance la plus appropriée. Enfin, les pays et communautés bénéficiaires ne devraient pas avoir à s'endetter pour financer la mise en place de nouveaux systèmes ou infrastructures pour la mise en œuvre de ces programmes.

Les programmes ne doivent pas offrir des stimulants pervers aux responsables de la déforestation et omettre de récompenser ceux qui les préservent. Tous ceux qui ont constamment protégé leurs forêts jusqu'à présent, y compris les communautés locales et les peuples autochtones, doivent être impliqués dans ces programmes, faute de quoi la destruction des forêts intactes va se poursuivre.

Le commerce du carbone ne permet pas de réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre, et ce serait une erreur d'essayer de financer le programme REDD par le biais de ce mécanisme. Nous pensons qu'un accord forestier climatique ne devrait être inclus dans aucun mécanisme commercial associé au (successeur du) Protocole de Kyoto. En voici certaines raisons :

- Le commerce du carbone n'encourage pas la diminution de l'usage du carbone. En donnant l'illusion que la pollution peut être compensée, il encourage les émetteurs industriels à utiliser le commerce comme approche usuelle pour gérer le changement climatique.
- La mesure des effets climatiques des programmes de conservation du carbone dans les forêts est scientifiquement impossible. Les propositions et estimations de coûts actuels excluent typiquement les coûts réels des tentatives, même celles aussi importantes la télédétection analytique et les images satellite.
- La spéculation se cache derrière la ruée sur le carbone. Une étude des distributeurs d'énergie effectuée par le

magazine Energy Risk a révélé que peu croient que le marché est prêt à faire quoi que ce soit pour contrer le réchauffement mondial, et que 40 pour cent pensent que des profits financiers pourraient être à la clef. Même des économistes comme Alan Greenspan voient des failles dans le commerce du carbone et l'homme d'affaires George Soros l'a décrit comme "inefficace."

- Inonder le marché actuel du carbone avec des crédits de carbone forestier le rendrait encore moins efficace qu'il ne l'est, particulièrement si, comme suggéré présentement, les crédits des règlements REDD sont tarifés moins chers que ceux actuellement disponibles.

Conclusion

L'argent REDD offre des opportunités manifestes, mais à défaut de prêter attention aux autres facteurs évoqués dans cette note, les fonds sont susceptibles de tomber aux mains de grands intérêts commerciaux et gouvernements nationaux, plutôt que dans celles des individus et communautés moins accessibles qui sont les mieux placés pour préserver les forêts.

Bien sûr il ne sera guère facile de faire en sorte que le programme fonctionne pour tout le monde, mais toutes les mesures de précaution prises aujourd'hui engendreront d'importants bénéfices demain. Après tout, les enjeux ne sauraient être plus importants : de nombreuses vies dépendent des forêts, une personne sur six a besoin des ressources forestières pour sa subsistance et sans les forêts, plus de 300 millions d'autochtones perdraient leur existence culturelle.

Voici quelques recommandations qui, si elles sont prises en compte, pourraient faire en sorte que les programmes REDD engendrent de nombreux bénéfices:

- Nous devons admettre que les approches uniformisées 'de haut en bas' n'ont pas réussi à protéger les forêts dans le passé et ne le feront pas davantage à l'avenir. Les programmes doivent prendre en compte les causes sous-jacentes de la déforestation, et pas juste l'objectif de conservation, en omettant de donner aux propriétaires et utilisateurs de la forêt leurs droits de développer des entreprises et des commerces. Les programmes qui n'ont pas réussi à prendre en compte les besoins des communautés dépendantes de la forêt ont déplacé le problème ailleurs, en augmentant la pauvreté et les conflits.
- Nous devons veiller à ce que les programmes REDD ne soient pas intégrés dans le système d'échange des quotas d'émissions de l'UE (Emissions Trading Scheme - ETS), ni dans aucun mécanisme commercial associé au (nouveau) Protocole de Kyoto. Au contraire, il faudrait plutôt envisager un mécanisme sur base financière, qui pourrait être utilisé pour tout le travail initial à accomplir pour sécuriser les forêts et aborder les causes sous-jacentes de la déforestation, comme nous l'avons expliqué ci-dessus. Les programmes doivent tirer les leçons du passé et des processus existants comme les Accords de Partenariat Volontaire FLEGT (APV) pour améliorer la gouvernance forestière et imposer la reconnaissance des droits des populations forestières.

Ceci est la première d'une série de notes d'information qui seront publiées pendant toute l'année 2008 et compilées dans un rapport de synthèse en novembre. Visitez le site www.fern.org pour les informations les plus récentes.



Pour plus d'informations, veuillez contacter FERN:

1C Fosseyway Business Centre
Stratford Road
Moreton-in-Marsh, Gloucestershire
GL56 9NQ UK
t +44 (0)1608 652 895
f +44 (0)1608 652 878

Rue d'Edimbourg 26
B-1050 Brussels
Belgium
t +32 (0)2 894 4690
f +32 (0)2 736 8054

e info@fern.org

Consultez autres notes d'information sur REDD et autres thèmes en visitant <http://www.fern.org>